

Art. 22. In artikel 28 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het punt 1° wordt vervangen als volgt :

« vertegenwoordigers van de huiswerkinstituten, voorgedragen door de gemeenschapsfederatie, die representatief zijn voor de meerderheid van de verenigingen die in het kader van dit decreet erkend zijn. Een vertegenwoordiger wordt afgevaardigd door elke gewestelijke coördinatie die krachtens artikel 8 wordt erkend en een vertegenwoordiger wordt afgevaardigd door de Gemeenschapsfederatie van huiswerkinstituten die krachtens artikel 10 wordt erkend»;

2° het punt 2° wordt aangevuld met de volgende zin : "De kandidaturen zullen met redenen moeten worden omkleed. » ;

3° in 3°, worden de woorden "Conseil de la Jeunesse d'Expression française " vervangen door de woorden "de Adviescommissie van de jeugdorganisaties, met uitsluiting van de Gemeenschapsfederatie van huiswerkinstituten";

4° in 6°, worden de woorden "gemachtigd op grond van artikel 15 met uitsluiting van de gewestelijke coördinaties bedoeld in artikel 8 of van de Gemeenschapsfederatie bedoeld in artikel 10" ingevoegd tussen de woorden "opleidingscentra" en "of erkend";

5° het punt 6° wordt aangevuld als volgt : "De kandidaturen zullen met redenen moeten worden omkleed. » ;

b) het vierde lid wordt vervangen als volgt : "De Minister van Kind benoemt een voorzitter in de Algemene Adviescommissie. ».

Art. 23. Artikel 17, § 1, 6°, van het decreet van 28 april 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van huiswerkinstituten, gewijzigd bij het decreet van 12 januari 2007, blijft tot 31 augustus 2014 van toepassing.

Art. 24. Dit decreet treedt in werking op 1 september 2013, met uitzondering van de bepaling die artikel 7, § 2, 6° van het decreet van 28 april 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van huiswerkinstituten zal uitmaken, die op 1 september 2014 in werking zal treden.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 23 mei 2013.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,

A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd,

Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,

Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,

Mevr. M.-D. SIMONET

Nota

(1) *Zitting 2012-2013*

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 470-1. — Verslag, nr. 470-2.

Integraal verslag. — Bespreking een aanneming. Vergadering van 22 mei 2013.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2013/29376]

6 JUIN 2013. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française adaptant la réglementation en matière d'allocations d'études

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret réglant, pour la Communauté française, les allocations et les prêts d'études, coordonné le 7 novembre 1983, tel que modifié en dernier lieu par le décret du 8 mai 2003, les articles 1^{er}, § 5, 3, alinéa 1^{er}, 4, 7 et 8;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 26 avril 1993 fixant la condition peu aisée des candidats à une allocation d'études ainsi que les critères servant à déterminer les montants des allocations d'études;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 avril 2005 fixant la procédure d'introduction des demandes d'allocations d'études supérieures ainsi que les conditions de leur octroi;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 avril 2005 fixant la procédure d'introduction des demandes d'allocations d'études secondaires ainsi que les conditions de leur octroi;

Vu les avis du Conseil supérieur des allocations d'études donnés les 10 janvier 2011 et 8 mars 2011;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 7 novembre 2012;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 novembre 2012;

Vu la concertation avec les organisations représentatives des étudiants reconnues au niveau communautaire du 22 février 2013 menée en application de l'article 32 du décret du 12 juin 2003 définissant et organisant la participation des étudiants au sein des institutions universitaires et instaurant la participation des étudiants au niveau communautaire;

Vu l'avis n° 53.131/2 du Conseil d'Etat, donné le 17 avril 2013 en application de l'article 84, § 1^{er}, 1°, des lois coordonnées du 12 janvier 1973 sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Modifications de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 26 avril 1993 fixant la condition peu aisée des candidats à une allocation d'études ainsi que les critères servant à déterminer les montants des allocations d'études*

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 26 avril 1993 fixant la condition peu aisée des candidats à une allocation d'études ainsi que les critères servant à déterminer les montants des allocations d'études, tel que modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 12 mai 1999, 20 juillet 2000 et 4 février 2004, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er},

— dans le 2°, les montants « FB 314.800 », « FB 539.600 », « FB 719.500 », « FB 888.100 », « FB 1.045.500 », « FB 1.191.700 » et « FB 145.500 » sont remplacés respectivement par les montants « 7.804 euros », « 13.376 euros », « 17.836 euros », « 22.015 euros », « 25.917 euros », « 29.542 euros » et « 3.607 euros »;

— dans le 3°, les montants « FB 367.000 », « FB 596.400 », « FB 779.800 », « FB 951.900 », « FB 1.112.300 », « FB 1.261.400 » et « FB 149.200 » sont remplacés respectivement par les montants « 9.098 euros », « 14.784 euros », « 19.331 euros », « 23.597 euros », « 27.573 euros », « 31.269 euros » et « 3.699 euros »;

2° au § 2,

— les montants « FB 13 100 », « FB 33 900 », « FB 37 400 », « FB 49 900 », « FB 87 300 », « FB 99 800 », « FB 63 400 », « FB 79 400 », « FB 115 400 » et « FB 130 900 » sont remplacés respectivement par les montants « 325 euros », « 840 euros », « 927 euros », « 1.237 euros », « 2.164 euros », « 2.474 euros », « 1.572 euros », « 1.968 euros », « 2.861 euros » et « 3.245 euros »;

— le § 2 est complété par l'alinéa suivant :

« Le logement d'étudiant visé aux points *d)* et *e)* de l'alinéa précédent doit être pris en location pour une durée minimale de 3 mois consécutifs durant l'année scolaire ou académique envisagée; il ne peut être donné en location par un parent ou allié de l'étudiant jusqu'au 3^{ème} degré. »;

3° au § 3,

— dans le 1°, les montants « FB 67 000 », « FB 108 200 », « FB 144 200 », « FB 175 100 » et « FB 30 900 » sont remplacés respectivement par les montants « 1.661 euros », « 2.862 euros », « 3.575 euros », « 4.341 euros » et « 766 euros »;

— dans le 2°, les montants « FB 17 000 », « FB 45 400 », « FB 56 700 », « FB 68 000 », « FB 102 000 », « FB 113 300 », « FB 84 500 », « FB 94 800 », « FB 136 000 » et « FB 147 300 » sont remplacés respectivement par les montants « 421 euros », « 1.125 euros », « 1.406 euros », « 1.686 euros », « 2.529 euros », « 2.809 euros », « 2.095 euros », « 2.350 euros », « 3.371 euros » et « 3.651 euros ».

Art. 2. Dans l'article 1^{er}*bis* du même arrêté, inséré par l'arrêté du 12 mai 1999, remplacé par l'arrêté du 4 février 2004 et modifié par l'arrêté du 23 juin 2004, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er},

— le 3° est remplacé par le 3° suivant :

« 3° des bâtiments non donnés en location ou donnés en location soit à des personnes physiques qui ne les affectent pas à l'exercice de leur profession, soit à des personnes morales autres que des sociétés en vue de les mettre à disposition de personnes physiques à des fins d'habitation; »;

— le § 1^{er} est complété par le 6° rédigé comme suit :

« 6° des biens immeubles donnés en location à une personne physique ou à une société ou association qui les affecte à des fins professionnelles. »;

2° au § 2, alinéa 1^{er}, les mots « visés au § 1^{er}, 3°, 4° et 5° » sont remplacés par les mots « visés au § 1^{er}, 3° et 6° ».

Art. 3. Dans l'article 4 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1. le montant « 1.500 F » est remplacé par le montant « 100 euros »;

2. l'article est complété par la phrase : « Ce montant est majoré de 40 euros pour l'étudiant apportant la preuve qu'il dispose d'un abonnement scolaire de la société nationale des chemins de fer belges (SNCB) pour les trajets à destination de la gare desservant l'établissement d'enseignement au sein duquel il est inscrit. »

Art. 4. Dans l'article 7, § 3, du même arrêté, l'alinéa 1^{er} est remplacé par l'alinéa suivant :

« L'époux(se) ou le (la) cohabitant(e) légal(e) peut être considéré(e) comme la personne pourvoyant à l'entretien du candidat, pour autant que le mariage ait été contracté ou que la cohabitation légale ait été déclarée avant le 1^{er} novembre de l'année scolaire ou académique envisagée. ».

Art. 5. Au point A. de l'article 8 du même arrêté, le point 1. est remplacé par le point suivant :

« 1. *a)* Lorsque le revenu est diminué par suite de la séparation de corps ou du divorce - à condition que ce dernier ne soit pas précédé d'une séparation fiscale- de la (ou des) personne(s) qui a (ont) la charge de l'entretien du candidat ou y pourvoit(en)t, et dès lors que ces situations sont officialisées par un acte juridique, le revenu de l'année civile qui suit le début de l'année scolaire ou académique envisagée servira de référence pour la fixation définitive de l'allocation.

b) Lorsque le revenu est diminué par suite de séparation de fait avec résidences séparées ou de cessation de cohabitation légale de la (ou des) personne(s) qui a (ont) la charge de l'entretien du candidat ou y pourvoit(en)t, le revenu de l'année civile qui suit le début de l'année scolaire ou académique envisagée servira de référence pour la fixation définitive de l'allocation.

c) Lorsque le revenu est diminué par suite du décès de la (ou des) personne(s) qui a (ont) la charge de l'entretien du candidat ou y pourvoit(en)t, le revenu de l'année civile qui suit le début de l'année scolaire ou académique envisagée servira de référence pour la fixation définitive de l'allocation.

Il ne peut être tenu compte des nouvelles situations décrites aux points a) et c), qu'à la condition qu'elles se soient produites au cours de l'année civile à prendre normalement en considération ou ultérieurement, mais au plus tard avant le 1^{er} mars de l'année scolaire ou académique envisagée.

Il ne peut être tenu compte de la nouvelle situation décrite au point b), qu'à la condition qu'elle soit effective depuis un an au moins au 31 octobre de l'année scolaire ou académique envisagée. ».

Art. 6. Dans l'article 9, § 2, du même arrêté, le 1^o est remplacé par le point suivant :

« 1^o L'allocation accordée en application des articles 7 et 8 est attribuée, dans un premier temps, à titre provisoire. Son montant s'élève à :

- 124 euros, pour les élèves externes de l'enseignement secondaire;
- 297 euros, pour les élèves internes de l'enseignement secondaire;
- 496 euros, pour les élèves externes de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire;
- 868 euros, pour les élèves internes de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire;
- 694 euros, pour les étudiants externes de l'enseignement supérieur;
- 1.239 euros, pour les étudiants internes de l'enseignement supérieur.

En outre, lorsque le revenu est constitué du revenu d'intégration sociale accordé par un centre public d'aide sociale au plus tard au 15 octobre de l'année scolaire ou académique envisagée, il est attribué un montant forfaitaire qui s'élève à :

- 600 €, pour les élèves externes de l'enseignement secondaire;
- 1.400 €, pour les élèves internes de l'enseignement secondaire;
- 1.000 €, pour les étudiants externes de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire et de l'enseignement supérieur;
- 2.500 €, pour les étudiants internes de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire et de l'enseignement supérieur. ».

Art. 7. Dans le même arrêté, il est inséré un article 10*bis* rédigé comme suit :

« Article 10*bis*. - Lorsque le montant d'une allocation calculé sur base du présent arrêté est constitué d'une fraction d'unité, il est arrondi à l'unité d'euro supérieure lorsqu'il est égal ou supérieur à 5 dixièmes et à l'unité d'euro inférieur dans les autres cas. ».

Art. 8. Dans le même arrêté, il est inséré un article 10*ter* rédigé comme suit :

« Article 10*ter*. - Les allocations et montants forfaitaires accordés sur la base du présent arrêté sont versés sur le compte bancaire du représentant légal pour les bénéficiaires n'ayant pas atteint la majorité au 31 octobre de l'année scolaire ou académique envisagée.

Les allocations et montants forfaitaires accordés sur la base du présent arrêté sont versés sur le compte bancaire du bénéficiaire qui a atteint la majorité au 31 octobre de l'année scolaire ou académique envisagée, sauf si celui-ci fournit une procuration au profit d'une autre personne. ».

CHAPITRE II. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 avril 2005 fixant la procédure d'introduction des demandes d'allocations d'études supérieures ainsi que les conditions de leur octroi*

Art. 9. L'article 1^{er}, § 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 avril 2005 fixant la procédure de demande des allocations d'études supérieures ainsi que les conditions de leur octroi, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 juin 2007, dont le texte actuel forme l'alinéa 1^{er}, est complété par un alinéa 2 rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa précédent, les demandes d'allocations d'études supérieures peuvent également être introduites par voie électronique au moyen du formulaire disponible à l'adresse www.allocations-etudes.cfwb.be. ».

Art. 10. A l'article 4, alinéa 2, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du 15 juin 2007, les termes « conduisant au grade de bachelier, au sens du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et finançant les universités » sont abrogés.

CHAPITRE III. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 avril 2005 fixant la procédure d'introduction des demandes d'allocations d'études secondaires ainsi que les conditions de leur octroi*

Art. 11. L'article 1^{er}, § 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 avril 2005 fixant la procédure de demande des allocations d'études secondaires ainsi que les conditions de leur octroi, dont le texte actuel forme l'alinéa 1^{er}, est complété par un alinéa 2 rédigé comme suit :

« Les demandes d'allocations d'études secondaires peuvent également être introduites par voie électronique au moyen du formulaire disponible à l'adresse www.allocations-etudes.cfwb.be. ».

Dispositions finales

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 2013.

Art. 13. Le Ministre ayant les allocations d'études dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 6 juin 2013.

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,
J.-Cl. MARCOURT

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2013/29376]

6 JUNI 2013. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot aanpassing van de regelgeving inzake studietoelagen

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet tot regeling, voor de Franse Gemeenschap, van de toekenning van de studietoelagen en de studieleningen, gecoördineerd op 7 november 1983, zoals laatst gewijzigd bij het decreet van 8 mei 2003, inzonderheid op de artikelen 1, § 5, 3, eerste lid, 4, 7 en 8;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 26 april 1993 tot vaststelling van de minvermogensheid van de kandidaten voor een studietoelage en van de criteria voor de bepaling van de bedragen van de studietoelagen;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 april 2005 tot vaststelling van de wijze waarop de aanvragen voor studietoelagen voor het hoger onderwijs moeten worden ingediend en van de voorwaarden voor de toekenning van die toelagen;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 april 2005 tot vaststelling van de wijze waarop de aanvragen voor studietoelagen voor het secundair onderwijs moeten worden ingediend en van de voorwaarden voor de toekenning van die toelagen;

Gelet op de adviezen van de Hoge Raad voor de studietoelagen, gegeven op 10 januari 2011 en 8 maart 2011;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 7 november 2012;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 15 november 2012;

Gelet op het overleg met de representatieve studentenverenigingen erkend op gemeenschapsniveau van 22 februari 2013 georganiseerd met toepassing van artikel 32 van het decreet van 12 juni 2003 tot bepaling en organisatie van de deelneming van de studenten aan het leven van de universitaire instellingen en tot instelling van de deelneming van de studenten op gemeenschapsniveau;

Gelet op het advies nr. 53.131/2 van de Raad van State, gegeven op 17 april 2013 met toepassing van artikel 84, § 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State van 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen aan het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 26 april 1993 tot vaststelling van de minvermogensheid van de kandidaten voor een studietoelage en van de criteria voor de bepaling van de bedragen van de studietoelagen*

Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 26 april 1993 tot vaststelling van de minvermogensheid van de kandidaten voor een studietoelage en van de criteria voor de bepaling van de bedragen van de studietoelagen, zoals gewijzigd bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 mei 1999, 20 juli 2000 en 4 februari 2004, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1,

— onder 2° worden de bedragen « BF 314.800 », « BF 539.600 », « BF 719.500 », « BF 888.100 », « BF 1.045.500 », « BF 1.191.700 » en « BF 145.500 » respectievelijk vervangen door de bedragen « 7.804 euro », « 13.376 euro », « 17.836 euro », « 22.015 euro », « 25.917 euro », « 29.542 euro » en « 3.607 euro »;

— onder 3° worden de bedragen « BF 367.000 », « BF 596.400 », « BF 779.800 », « BF 951.900 », « BF 1.112.300 », « BF 1.261.400 » en « BF 149.200 » respectievelijk vervangen door de bedragen « 9.098 euro », « 14.784 euro », « 19.331 euro », « 23.597 euro », « 27.573 euro », « 31.269 euro » en « 3.699 euro »;

2° in § 2,

— worden de bedragen « BF 13 100 », « BF 33 900 », « BF 37 400 », « BF 49 900 », « BF 87 300 », « BF 99 800 », « BF 63 400 », « BF 79 400 », « BF 115 400 » en « BF 130 900 » respectievelijk vervangen door de bedragen « 325 euro », « 840 euro », « 927 euro », « 1.237 euro », « 2.164 euro », « 2.474 euro », « 1.572 euro », « 1.968 euro », « 2.861 euro » en « 3.245 euro »;

— § 2 wordt aangevuld met het volgende lid :

« De studentenwoning bedoeld in *d*) en *e*) van het vorige lid moet gehuurd worden voor een minimale periode van 3 opeenvolgende maanden tijdens het in aanmerking genomen schooljaar of academiejaar; de studentenwoning mag niet verhuurd worden door de bloed- en aanverwanten van de student tot de 3e graad. »;

3° in § 3,

— onder 1° worden de bedragen « BF 67 000 », « BF 108 200 », « BF 144 200 », « BF 175 100 » en « BF 30 900 » respectievelijk vervangen door de bedragen « 1.661 euro », « 2.862 euro », « 3.575 euro », « 4.341 euro » en « 766 euro »;

— onder 2° worden de bedragen « BF 17 000 », « BF 45 400 », « BF 56 700 », « BF 68 000 », « BF 102 000 », « BF 113 300 », « BF 84 500 », « BF 94 800 », « BF 136 000 » en « BF 147 300 » respectievelijk vervangen door de bedragen « 421 euro », « 1.125 euro », « 1.406 euro », « 1.686 euro », « 2.529 euro », « 2.809 euro », « 2.095 euro », « 2.350 euro », « 3.371 euro » en « 3.651 euro ».

Art. 2. In artikel *1bis* van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van 12 mei 1999, vervangen bij het besluit van 4 februari 2004 en gewijzigd bij het besluit van 23 juni 2004, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1,

— wordt het punt 3° vervangen als volgt :

« 3° gebouwen die al dan niet verhuurd zijn ofwel aan natuurlijke personen die ze niet gebruiken voor de uitoefening van hun beroep, ofwel aan andere rechtspersonen dan de vennootschappen zodat deze gebouwen ter beschikking van de natuurlijke personen kunnen gesteld worden om woningdoeleinden; »;

— § 1 wordt aangevuld met een punt 6°, luidend als volgt :

« 6° onroerende goederen die verhuurd zijn aan een natuurlijke persoon of aan een vennootschap of een vereniging die ze gebruikt om beroepsdoeleinden. »;

2° in § 2, eerste lid, worden de woorden « bedoeld in § 1, 3°, 4° en 5° » vervangen door de woorden « bedoeld in § 1, 3° en 6° ».

Art. 3. In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. het bedrag « 1.500 F » wordt vervangen door het bedrag « 100 euro »;

2. het artikel wordt aangevuld als volgt : « Dit bedrag wordt vermeerderd met 40 euro voor de student die het bewijs levert dat hij over een schoolabonnement van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen (NMBS) beschikt voor trajecten naar het station met een verbinding met de onderwijsinrichting waarin de student ingeschreven is. »

Art. 4. In artikel 7, § 3, van hetzelfde besluit, wordt het eerste lid vervangen door het volgende lid :

« De echtgenoot/echtgenote of de wettelijke samenwoner kan worden beschouwd als de persoon die voor het onderhoud van de kandidaat zorgt, voor zover, vóór 1 november van het begin van het in aanmerking genomen school- of academiejaar, het huwelijk aangegaan werd of de wettelijke samenwoning verklaard werd. ».

Art. 5. Bij punt A. van artikel 8 van hetzelfde besluit wordt het punt 1. vervangen door het volgende punt :

« 1.a) Wanneer het inkomen verminderd is ingevolge de echtscheiding of de scheiding – op voorwaarde dat deze laatste niet voorafgegaan werd door een fiscale echtscheiding – van de persoon (personen) die met het onderhoud van de kandidaat belast is (zijn) of ervoor zorgt (zorgen), en indien deze toestanden geofficialiseerd werden door een juridische akte, dient het inkomen van het kalenderjaar dat volgt op het begin van het in aanmerking genomen school- of academiejaar als referentie voor de definitieve vaststelling van de toelage.

b) Wanneer het inkomen verminderd is ingevolge de feitelijke echtscheiding met afzonderlijke woonplaatsen of bij opheffing van de wettelijke samenwoning van de persoon (personen) die met het onderhoud van de kandidaat belast is (zijn) of die ervoor zorgt (zorgen), dient het inkomen van het kalenderjaar dat volgt op het begin van het in aanmerking genomen school- of academiejaar als referentie voor de definitieve vaststelling van de toelage.

c) Wanneer het inkomen verminderd is ingevolge het overlijden van de persoon (personen) die met het onderhoud van de kandidaat belast is (zijn) of die ervoor zorgt (zorgen), dient het inkomen van het kalenderjaar dat volgt op het begin van het in aanmerking genomen school- of academiejaar als referentie voor de definitieve vaststelling van de toelage.

Met de nieuwe toestanden beschreven bij de punten *a)* en *c)* kan enkel rekening gehouden worden op voorwaarde dat die zich hebben voorgedaan gedurende het normaal in aanmerking te nemen kalenderjaar of later, maar ten laatste vóór 1 maart van het in aanmerking genomen school- of academiejaar.

Met de nieuwe toestand beschreven bij punt *b)* kan enkel rekening gehouden worden op voorwaarde dat die effectief is sinds minstens één jaar op 31 oktober van het in aanmerking genomen school- of academiejaar. ».

Art. 6. In artikel 9, § 2, van hetzelfde besluit, wordt het punt 1° door het volgende punt vervangen :

« 1° De bij toepassing van de artikelen 7 en 8 verleende toelage wordt eerst voorlopig toegekend. Ze bedraagt :

— 124 euro voor de externe leerlingen van het secundair onderwijs;

— 297 euro voor de interne leerlingen van het secundair onderwijs;

— 496 euro voor de externe leerlingen van het aanvullend beroepssecundair onderwijs;

— 868 euro voor de interne leerlingen van het aanvullend beroepssecundair onderwijs;

— 694 euro voor de externe studenten van het hoger onderwijs;

— 1.239 euro voor de interne studenten van het hoger onderwijs.

Bovendien, wanneer het inkomen uit het leefloon bestaat toegekend door een OCMW ten laatste tegen 15 oktober van het in aanmerking genomen school- of academiejaar, wordt er een forfaitair bedrag toegekend, namelijk :

- 600 euro voor de externe leerlingen van het secundair onderwijs;
- 1.400 euro voor de interne leerlingen van het secundair onderwijs;
- 1.000 euro voor de externe leerlingen van het aanvullend beroepssecundair onderwijs en het hoger onderwijs;
- 2.500 euro voor de interne leerlingen van het aanvullend beroepssecundair onderwijs en het hoger onderwijs. ».

Art. 7. In hetzelfde besluit wordt een artikel *10bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *10bis*. Wanneer het bedrag van een toelage berekend op basis van dit besluit uit een gedeelte van een eenheid bestaat, wordt het naar de hoge euro-eenheid afgerond indien het gelijk aan of hoger is dan vijf tiende en naar de lagere euro-eenheid in de andere gevallen. ».

Art. 8. In hetzelfde besluit wordt een artikel *10ter* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *10ter*. De forfaitaire bedragen en toelagen toegekend op basis van dit besluit worden op de bankrekening gestort van de wettelijke vertegenwoordiger voor de begunstigen die op 31 oktober van het in aanmerking genomen school- of academiejaar niet meerjarig zijn geworden.

De forfaitaire bedragen en toelagen toegekend op basis van dit besluit worden op de bankrekening gestort van de begunstigde die op 31 oktober van het in aanmerking genomen school- of academiejaar meerjarig zijn geworden, behoudens als deze een volmacht indient ten gunste van een andere persoon. ».

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen aan het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 april 2005 tot vaststelling van de wijze waarop de aanvragen voor studietoelagen voor het hoger onderwijs moeten worden ingediend en van de voorwaarden voor de toekenning van die toelagen*

Art. 9. Artikel 1, § 2, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 april 2005 tot vaststelling van de wijze waarop de aanvragen voor studietoelagen voor het hoger onderwijs moeten worden ingediend en van de voorwaarden voor de toekenning van die toelagen, zoals gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 juni 2007, waarvan de huidige tekst het eerste lid vormt, wordt met een tweede lid aangevuld, luidend als volgt :

« In afwijking van het vorige lid kunnen de aanvragen om studietoelagen voor het hoger onderwijs ook elektronisch ingediend worden via het formulier dat beschikbaar is op het adres www.allocations-etudes.cfwb.be. ».

Art. 10. In artikel 4, tweede lid, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van 15 juni 2007, worden de woorden « Er kan één enkele keer tijdens het geheel van de studiejaren die leiden tot de graad van bachelor, in de zin van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten, afgeweken worden van die bepaling » vervangen door de woorden « Er kan één enkele keer tijdens het geheel van de studiejaren van die bepaling afgeweken worden ».

HOOFDSTUK III. — *Wijzigingen aan het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 april 2005 tot vaststelling van de wijze waarop de aanvragen voor studietoelagen voor het secundair onderwijs moeten worden ingediend en van de voorwaarden voor de toekenning van die toelagen*

Art. 11. Artikel 1, § 2, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 april 2005 tot vaststelling van de wijze waarop de aanvragen voor studietoelagen voor het secundair onderwijs moeten worden ingediend en van de voorwaarden voor de toekenning van die toelagen, waarvan de huidige tekst het eerste lid vormt, wordt met een tweede lid aangevuld, luidend als volgt :

« De aanvragen om studietoelagen voor het secundair onderwijs kunnen ook elektronisch ingediend worden via het formulier dat beschikbaar is op het adres www.allocations-etudes.cfwb.be. ».

Slotbepalingen

Art. 12. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2013.

Art. 13. De Minister bevoegd voor de studietoelagen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 6 juni 2013.

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,
J.-Cl. MARCOURT